



## À BERLIN, DES START-UP POUR INTÉGRER LES RÉFUGIÉS

# Willkommen !

800 000 demandeurs d'asile sont attendus cette année en Allemagne. Pour faire face à ce défi, l'État n'est pas seul. Il reçoit l'aide de start-up toujours plus nombreuses. **Déborah Bertioz**

**C**ela fait déjà quelque temps que le Berlinois Markus Kressler s'engage bénévolement auprès des réfugiés, tout en poursuivant parallèlement des études de psychologie. « J'ai rencontré tellement de jeunes gens talentueux et motivés, raconte le jeune homme de 25 ans. Et ici, les demandeurs d'asile n'ont aucune chance d'aller à l'université. » Exaspéré par cette situation, il fonde Kiron University avec l'un de ses camarades. « C'est une université en ligne où les

réfugiés peuvent bénéficier de cours gratuits depuis le monde entier », explique Markus. Pendant deux ans, les élèves ont la possibilité de suivre différents cursus en ligne, comme l'architecture ou l'informatique. Une fois leurs 4 semestres validés avec Kiron University, ils peuvent intégrer une université partenaire de la start-up. Pour le moment, seuls 15 établissements – principalement en Allemagne, mais aussi aux États Unis – ont signé un accord avec l'équipe de Markus. « Les deux prochaines années, nous

allons surtout nous atteler à étendre notre réseau d'universités partenaires partout dans le monde, afin que chacun de nos étudiants puisse intégrer un établissement dans le pays où il se trouve. »

Pour financer leur première année, l'équipe de Kiron University a lancé une campagne de crowdfunding. « Mais, à terme, nous voulons être indépendants des dons. L'une des idées pour y parvenir consiste par exemple à adresser à nos étudiants de nouvelles méthodologies d'e-learning, qui ne sont pas encore prêtes à être



ÉCONOMIE COLLABORATIVE

d'asile en Allemagne. 800 000 sont attendus cette année, selon les estimations établies à la mi-août par le ministère de l'Intérieur allemand. « Il faut intégrer ces gens dans notre société, leur permettre l'accès au travail et à l'éducation, ajoute Norbert Kunz. L'État ne peut pas le faire seul. C'est également un challenge pour la société civile. »

Le projet « Cucula »\* fut l'un des premiers à relever le défi. Fondée en 2013, l'association a créé un atelier de fabrication de meubles de designer, avec un programme d'apprentissage. « Pour le moment, nous ne disposons que 5 places pour les 5 réfugiés avec lesquels le projet est né », précise la designer Corinna Sy, l'une des fondatrices de Cucula. Pour financer la première année d'apprentissage et offrir une bourse aux participants, Cucula a réalisé une grande campagne de crowdfunding l'année dernière. L'association qui vend des chaises et des tables fabriquées par les réfugiés

a connu un immense succès. Une édition limitée de chaises issues du bois de récupération des bateaux échoués à proximité de Lampedusa a particulièrement bien marché.

**OBSTACLES EN TOUS GENRES**

Problème : l'Allemagne n'a officiellement pas accordé aux 5 jeunes hommes le statut de réfugié. « Ils sont tolérés à Berlin pour le moment. Nous essayons de leur obtenir un visa, afin qu'ils puissent commencer la formation en toute légalité. » De plus, l'atelier a brûlé en juin dernier et il faut de nouveaux locaux. Mais Corinna est optimiste. « Nous voulons monter une entreprise, afin de gérer la vente de meubles et assurer un financement durable au projet. » Pour l'instant, chaises et tables s'achètent sur demande en contactant l'association. 6

**Pour aller plus loin :**

Soutenir Kiron University: fin de leur campagne de crowdfunding : <https://www.startnext.com/kironuniversity>

Site de Cucula, disponible en anglais : <http://www.cucula.org>

\* Le terme « cucula » provient de la langue haoussa (Afrique de l'Ouest) et signifie « faire quelque chose ensemble, prendre soin les uns des autres ».

commercialisées, afin qu'ils les testent sur la base du volontariat. »

**RÉPONSE CITOYENNE**

Kiron University n'est pas un cas unique à Berlin. Rien que dans l'incubateur de start-up Social Impact Lab, on compte 4 projets visant à aider les réfugiés. « En 2011 et 2012, nous n'en avons aucun », se rappelle Norbert Kunz, dirigeant de l'agence Social Impact qui a créé l'incubateur. Ce développement est une réponse à l'afflux sans précédent de demandeurs

